

res des massacreurs de la révolution allemande de 1919-1920.

C'est donc sur le fond de la lutte pour l'écrasement du mouvement prolétarien mondial que se situe la politique centriste, et nullement en fonction des intérêts particuliers et limités de l'Etat russe suivant l'évolution actuelle des constellations impérialistes.

A l'occasion de la guerre, et pour rendre possible cette dernière, le capitalisme a besoin de poser des alternatives comme en 1914; par exemple celle qui aurait opposé le czarisme aux organisations ouvrières allemandes, ou l'empire teutonique à la république française. Ainsi se trouve facilitée l'œuvre de mobilisation des cerveaux ouvriers. Il est trop tôt pour discerner, dès maintenant l'alternative qui sera soulevée demain et pour dire qu'elle se concentrera autour de la lutte entre démocraties et dictatures, ou bien autour de la lutte entre fascisme et antifascisme. Au surplus, faudra-t-il considérer que dans les termes de cette tromperie capitaliste bien des incohérences formelles pourront se trouver, comme en 1914 lors de la participation, au même bloc « démocratique » de la France et de la Russie Czariste. De toute façon ce qui domine c'est évidemment la position occupée par les différents Etats et le masque sera facilement collé aux drapeaux qui jetteront, dans l'intérêt de l'impérialisme, les ouvriers les uns contre les autres.

La manœuvre qu'accomplit actuellement le centrisme et qui — comme nous l'avons dit — tend fondamentalement à permettre l'écrasement de la classe ouvrière française, se relie à une situation qui évolue vers la guerre et au deux hypothèses suivantes: si la Russie marche avec l'impérialisme français alors les perspectives de l'unité seront stables et se résoudront dans la trahison et la nouvelle « union sacrée » qui sera constituée. Au cas où la Russie devait marcher avec l'Allemagne, la politique du centrisme s'efforcerait de mobiliser les ouvriers pour la défense de l'U.R.S.S. et de mettre à nouveau en évidence les trahisons des social-démocrates depuis 1914. De leur côté ces derniers trouveraient de quoi alimenter leur influence pour entraîner les ouvriers à défendre la démocratie dans le fait qu'ils pourront facilement faire apparaître la nouvelle orientation

de l'Etat ouvrier comme une trahison à l'égard de la classe ouvrière. Dans ce deuxième cas, la politique centriste d'aujourd'hui, après avoir obtenu comme résultat l'écrasement de la classe ouvrière française, aura simplement pour effet de démontrer l'impossibilité de s'appuyer sur la social-démocratie, préparant ainsi les conditions pour la nouvelle culbute à l'occasion de la guerre.

Dans la situation historique de l'avant-guerre, le problème des rapports du mouvement ouvrier envers l'Etat constitue le point essentiel autour duquel se déterminèrent les scissions au sein des partis socialistes et enfin la victoire de l'opportunisme conduisant à la trahison de 1914. Au fond la démarcation entre la contre-révolution et la révolution s'est effectuée autour du problème central de l'Etat que les uns voulaient graduellement conquérir au socialisme et que les révolutionnaires considéraient comme une machine de domination à détruire par l'insurrection prolétarienne.

Dans l'après-guerre, les situations historiques posèrent un autre problème au prolétariat mondial: les rapports entre l'Etat ouvrier et le mouvement prolétarien de tous les pays en vue de la révolution internationale. C'est en relation avec cette question essentielle que des scissions successives se sont déroulées, ces dernières années, au sein des partis communistes.

Nous n'avons pas considéré les partis socialistes, après leur trahison de 1914, comme restant des organismes « ouvriers », mais des instruments directement reliés aux intérêts du capitalisme.

Pour cela nous nous sommes guidés sur cette appréciation: c'est la fonction des forces sociales et non la position de classe occupée par leurs composants, qui détermine leur rôle.

Or, dans la question des rapports entre l'Etat russe et le mouvement ouvrier des autres pays, la position des bolchéviks-léninistes est analogue à celle des centristes. En effet, elle consiste à confondre la fonction de l'Etat russe et sa nature prolétarienne et en conséquence, avec les centristes, à préconiser la concentration du prolétariat mondial autour de l'U.R.S.S. qui, parce que prolétarien, déterminerait automatiquement — en cas de

guerre — l'éclosion de mouvements révolutionnaires dans tous les pays.

Actuellement centristes et bolchéviks-léninistes soulèvent la perspective d'une guerre de l'impérialisme mondial contre l'U.R.S.S.; d'autre part la variante qui vient d'être dernièrement admise par Trotsky, arrive jusqu'à défendre la nécessité de ne pas obstruer le chemin qui relie un impérialisme à l'Etat ouvrier, dont-il serait l'allié, et de cesser les mouvements de classe dans les industries de guerre travaillant pour l'U.R.S.S.

Cette analogie de positions fondamentales en face des problèmes centraux de notre époque, explique le changement de position effectué par les bolchéviks-léninistes. Ces derniers, en face du tournant opéré par le centrisme, loin d'en analyser la signification, la portée, les objectifs immédiats et lointains, loin d'établir si le « front commun » réalisé en dehors et contre les mouvements de classe n'est en définitive qu'un instrument de trahison des ouvriers, ont salué ce tournant en le qualifiant de victoire des positions politiques qu'ils avaient auparavant défendues. Au premier moment, ils essayèrent même d'avoir leur part dans le front unique réalisé. Mais ensuite, se voyant écartés par l'accord entre centristes et socialistes, ils ne virent d'autre issue que celle de rejoindre l'un ou l'autre des deux partis, et cela après avoir fait une lutte « de principe » contre les propositions de Do-

riot pour le « parti unique ». En somme, après avoir écarté la capitulation devant le P.C. à cause des difficultés contingentes, les bolchéviks-léninistes ont rejoint le parti socialiste.

Admettant en principe l'alliance de l'U.R.S.S. avec un impérialisme, soutenant malgré cela la nécessité de la défense de l'U.R.S.S., les bolchéviks-léninistes ne pouvaient donner qu'une seule solution à un problème de contingence. Risquant d'être négligés en cas où ils auraient maintenu leur organisation indépendante, les bolchéviks-léninistes ont entrepris une course de vitesse avec les centristes pour se classer premiers et conquérir ainsi un droit de priorité dans l'éventualité d'une dissolution du parti communiste français dans la S. F. I. O. où il réaliserait l'unité organique avec les traîtres de 1914.

Ainsi se clôture lamentablement une expérience qui avait soulevé les plus ardens espoirs des communistes du monde entier, qui escomptaient pouvoir relier les mouvements révolutionnaires de leurs pays à une fraction du parti bolchévik, dirigée par un des chefs d'Octobre 1917. Les récents événements brisent cette continuité historique et mettent les prolétaires devant la nécessité de faire appel uniquement à leurs forces pour l'œuvre de construction des fractions de gauche, pour la fondation des nouveaux partis pour la victoire révolutionnaire dans le monde entier.

L'Etat étant né du besoin de tenir en bride les antagonismes de classes, mais étant né en même temps au milieu du conflit de ces classes, il est en règle générale l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui a la domination économique, laquelle, par son moyen, vient aussi classe politiquement dominante et ainsi acquiert de nouveaux moyens d'assujettir et d'exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'Etat

antique était avant tout l'Etat des propriétaires d'esclaves pour tenir ceux-ci sous le joug, de même que l'Etat féodal fut l'organe de la noblesse pour assujettir les paysans serfs et vassaux, et que l'Etat représentatif moderne sert d'instrument à l'exploitation du travail salarié par le capital.

F. ENGELS,

« L'Origine de la Famille ».